

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/1 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.1.46910

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Ein repräsentativer Querschnitt, so mag das Fazit des Rezensenten lauten, durch die mit der angevinischen Herrschaft im Mittelmeerraum zusammenhängenden Fragestellungen und Problemfelder wird in diesem Kolloquiumsband dargeboten, der der weiteren Forschung viele Impulse geben wird. Am Ende des Bandes findet sich ein nützliches Orts- und Personenregister. Den flexiblen Bucheinband ziert eine Abbildung der Statue des Begründers der angevinischen Macht in Italien, Karls I. von Anjou, von Arnolfo di Cambio.

Christof OHNESORGE, Kirchhain

Andreas KIESEWETTER, *Die Anfänge der Regierung König Karls II. von Anjou (1278–1295). Das Königreich Neapel, die Grafschaft Provence und der Mittelmeerraum zum Ausgang des 13. Jahrhunderts*, Husum (Matthiesen Verlag) 1999, 650 p. (Historische Studien, 451).

L'Italie méridionale, champ de recherche attractif, a aussi ses parents pauvres. Le destin tragique des archives royales napolitaines, disparues pendant la Seconde Guerre mondiale, a ainsi rendu l'étude des premières années de la domination angevine particulièrement difficile. La redécouverte et l'exploitation du fonds Eduard Sthamer par Reinhard Elze et Arnold Esch, en 1993, a modifié de façon déterminante la situation en ce qui concerne les règnes de Charles I^{er} et Charles II d'Anjou. Cet heureux événement justifierait à lui seul une nouvelle étude sur les différents aspects du règne des premiers Angevins. Dans le cas du second d'entre eux, Charles II, l'absence d'une synthèse d'envergure sur une figure méconnue et affrontée pendant tout son règne à une situation politico-diplomatique mouvante, rend particulièrement bienvenue l'entreprise d'A. Kieseewetter. Comme il l'explique dans l'introduction d'un ouvrage à l'ampleur impressionnante (chap. 1), la division du règne en deux périodes diversement étudiées, a conduit l'auteur à privilégier les premières phases de l'activité politique du souverain napolitain, de ses débuts en Provence, en 1278, sous l'autorité de son père, mort en 1285, à l'année 1295, étape décisive, avec le traité d'Anagni, dans le retour à la paix face à la Sicile rebelle.

L'étude d'A. Kieseewetter, sans négliger les aspects culturels et sociaux, a pour problématique centrale la remise en contexte de l'activité politique, militaire et diplomatique du jeune Charles II dans l'environnement méditerranéen des domaines angevins. La dispersion des possessions qui formèrent l'«empire angevin», des apanages du Maine et de l'Anjou au royaume de Sicile et à la Morée franque, en passant par la Provence comtale; l'extension plus grande encore de ses zones d'intérêt diplomatique (Piémont et Italie centrale, Hongrie, orient latin...), impliquent en effet une étude d'ensemble de l'activité politique de Charles II qui tienne compte de ces différents terrains d'action, généralement inextricablement liés dans la longue crise diplomatico-militaire que fut le début de son règne, autour de la question sicilienne. C'est donc un véritable tour de force d'histoire politique, la réunion de domaines d'études d'ordinaire dissociés, qu'accomplit l'auteur.

Dans la première moitié du volume (p. 16–277), A. Kieseewetter retrace la jeunesse, les débuts politiques et les premières années du règne personnel de Charles II en suivant l'ordre chronologique. On peut diviser cet ensemble en trois parties. La première, de coloration provençale, examine à travers six chapitres successifs les fondements de la domination angevine en Provence (2); la jeunesse provençale de Charles II (3), marquée par la conquête de la Sicile par son père; ses premières activités politiques, en tant que prince de Salerne (1271–1272) et lieutenant général du royaume (4 et 5); son gouvernement en Provence entre 1278 et 1282 (6). Le jeune prince s'affirme dans ses fonctions politiques en jouant un rôle effectif lors des voyages de son père; à la fin de la période, il a un rôle de premier plan dans les négociations franco-castillanes où il est largement instrumentalisé par les deux parties.

C'est avec l'ensemble formé par les six chapitres suivants (7–12) que bascule cependant le destin du prince héritier et roi (à partir de 1285) de Naples. La révolte des Vêpres siciliennes,

en 1282 (7), place la dynastie angevine dans une situation dramatique; tandis que son père s'efforce de trouver des ressources militaires et financières en Provence et en France, Charles assume la défense et le gouvernement du royaume de Naples. Cette première phase d'un gouvernement véritablement autonome, marquée par l'effort de réforme des *Capitula* de San Martino et la mise en défense du royaume face à l'envahisseur aragonais (8–10), se termine par le désastre naval de Naples où le prince héritier est fait prisonnier en 1284. Quatre années de captivité, en Sicile puis en Aragon, altèrent profondément le caractère de Charles II, roi en 1285 (11).

Le treizième chapitre, occupant à lui seul cent pages (200–297) et formant la troisième partie de ce premier ensemble, analyse en profondeur l'intense activité diplomatique qui, commençant avec la capture du prince, se poursuit de la libération de Charles jusqu'au traité d'Anagni de 1295, avec pour étapes principales les traités de Brignoles-Tarascon et de la Jonquière. C'est sans doute la partie la plus spectaculaire de l'étude; il n'est pas possible de résumer ici les innombrables rebondissements liés aux décès des souverains aragonais, des papes, mais aussi aux retournements de la diplomatie capétienne ou de la politique castillane. Dans l'écheveau de ces négociations où les enjeux sont territoriaux, féodaux, militaires et dynastiques, Charles II apparaît comme un meilleur diplomate que capitaine. Retors, voire franchement malhonnête (épisode du col de Panissar), en dépit d'insuccès militaires flagrants (échec de Gaète en 1289, occupation continue de la Calabre par les Aragono-Siciliens), Charles II joue des rivalités entre membres de la Curie ou de la dynastie aragonaise, des tensions entre l'Aragon et ses voisins pour parvenir à un accord qui préserve l'intégrité du royaume de Sicile. En 1295, ce but peut sembler atteint, avec l'abandon par le souverain aragonais de son frère Frédéric et de ses sujets siciliens. Les développements ultérieurs rendront ces espoirs caduques.

La seconde moitié du volume complète ce parcours en examinant séparément différents dossiers en rapport avec la politique extérieure du royaume (relation avec la papauté, activité politique dans la principauté d'Achaïe et en orient, en Hongrie, et dans le royaume d'Arles, chap. 14–17, p. 298–398) et la gestion de ses deux pièces centrales, le *regnum* sud-italien et la Provence (politique intérieure et administration du royaume de Naples; politique intérieure et administration dans le comté de Provence, économie et finances; église, minorités religieuses et culture, chap. 18–21). Si la véritable mainmise sur la papauté sous le très controversé Célestin V est bien connue, on relèvera le soin particulier, en rapport avec les travaux précédents de l'auteur, apporté à l'étude des relations angevines avec l'orient et particulièrement la Morée, où la politique de délégation de Charles II fluctue au gré des conflits locaux. Le tableau d'ensemble dessiné pour la situation dans le royaume, et, avec des modalités parfois différentes pour la Provence, est celui d'un Etat aux abois, où le pouvoir central, tentant de se concilier les différents acteurs locaux tout en augmentant ses ressources financières, se trouve rapidement acculé à la fuite en avant. Si Charles II fait preuve d'un sens politique certain en rompant avec l'attitude politique de son père, en italianisant le recrutement des cadres administratifs et en pratiquant une politique de réconciliation, il met en place le processus de désintégration de l'Etat qui donnera tous ses effets au XIV^e siècle en accroissant l'autonomie de la noblesse. La mutation vers un Etat d'ordres, dans lequel la noblesse tiendra une place déterminante, mais où les villes continuent à avoir voix au chapitre, s'opère. Surtout, les difficultés financières relevées en première partie sont analysées en profondeur. En pratiquant une politique à court terme, Charles II devient très rapidement, en dépit du soutien papal, l'otage des banquiers lucquois ou florentins. La crise permanente des premières années du règne hypothèque durablement l'autonomie économique du royaume napolitain. Dans ce contexte de crise, l'absence de grands projets culturels peut s'interpréter autant comme la conséquence logique des difficultés structurelles que comme celle du désintérêt du roi: seule l'université de Naples, avec ses juristes, bénéficie d'un rayonnement international. Enfin, la politique religieuse d'un souverain dont les contempo-

rains brocardèrent volontiers la bigoterie s'interprète aussi à la lumière de ces embarras, témoin de la politique opportuniste envers les communautés musulmanes (à Lucera) et juives (dans le *regno* et en Provence), fondamentalement orientée par des préoccupations financières. En conclusion (chap. 22, précédant de très riches annexes, qui comprennent notamment l'édition des quarante-sept *Capitula* promulgués à San Martino par le prince dans l'assemblée de 1283, et de statuts provençaux promulgués par le sénéchal Jean Scot en 1288), A. Kiesewetter dresse un bilan sans concessions de la personnalité du roi et de son règne. Le roi, médiocre militaire, bon diplomate, mais sans génie, personnalité religieuse étriquée, à la différence de son oncle et de son fils Louis, a mené une politique souvent louvoyante. Toutefois, ses nombreux insuccès procèdent d'un élément fondateur, la révolte des Vêpres siciliennes, qui plaçait le royaume dans une situation militaire, diplomatique et financière catastrophique avant même son accession au trône. C'est à cet héritage que Charles II »le boiteux« a dû s'affronter. Charles II, un »Homo incognitus«, s'interroge l'auteur en conclusion. Le présent volume a plus que partiellement levé cette interrogation.

Benoît GRÉVIN, Nanterre

Johann SCHMUCK, Ludwig der Bayer und die Reichsstadt Regensburg. Der Kampf um die Stadtherrschaft im späten Mittelalter, Regensburg (Universitätsverlag Regensburg) 1997, 424 p. (Regensburger Studien und Quellen zur Kulturgeschichte, 4).

Les études ne manquent pas sur l'histoire de Ratisbonne au Moyen Age, un des centres culturels, politiques et économiques majeurs de l'Allemagne du Sud du XI^e au XIV^e siècle. Entre autres ouvrages importants, il est permis de citer le recueil de contributions et le catalogue »Regensburg im Mittelalter« parus en 1995 sous la direction de Martin Angerer et Heinrich Wanderwitz. Cependant, il restait un chapitre à écrire sur les raisons exactes du déclin politique et économique que connut la ville à la fin du Moyen Age. Traditionnellement on attribuait à deux facteurs l'explication d'une telle décadence: les luttes que se livraient l'évêque et le roi pour la souveraineté politique en ville depuis la disparition des burgraves de Ratisbonne à la fin du XII^e siècle et d'autre part la tenace concurrence des centres économiques émergents que furent Nuremberg, Augsbourg et Vienne pour le contrôle des échanges terrestres et fluviaux le long du grand couloir danubien. Sans nier l'importance de ces raisons, l'auteur du présent ouvrage propose du recul urbain une interprétation plus fournie et plus complète en examinant les répercussions des luttes politiques intérieures sur l'autonomie de la cité et en analysant les fluctuations de la vie économique à la lumière des intérêts convergents ou divergents de la ville et du roi. Une telle interprétation a également le mérite de mieux situer chronologiquement, sous le règne du duc de Bavière et roi des Romains Louis le Bavaois (1283–1347), un souverain volontiers baptisé ami des villes, le moment à partir duquel la marge de manœuvre politique de la cité s'amointrit et où se rétrécit l'horizon des échanges économiques.

La première partie de l'étude de Johann Schmuck met classiquement en place les cadres politiques et territoriaux et en dégage avec précision les spécificités. Depuis la concession de 1245 par Frédéric II, la ville jouit de privilèges nombreux et étendus (libre choix de désigner les bourgmestres et le Conseil) qui l'assimilent à une ville libre d'Empire. Ratisbonne demeure toutefois régionalement isolée par son statut en comparaison de la bien plus grande densité de villes libres et de villes d'Empire que l'on peut rencontrer en Franconie et en Souabe. Elle ne pouvait ainsi pas compter sur des formes de solidarité de proximité qui existaient ailleurs dans le cadre de ligues urbaines actives. En outre, la ville devait compter avec les politiques concurrentes des trois dynasties »royales« qui se disputaient au XIV^e siècle cet espace territorial: les Wittelsbach, les Luxembourg et les Habsbourg. Louis le Bavaois dut en effet contrer un anti-roi habsbourgeois jusqu'en 1322 et un second, un Luxembourg